

## Erdogan, le nouveau sultan qui menace l'Europe et se rêve en Atatürk à l'envers, artisan d'une Turquie "nationale-islamiste"



Le 7 mars 2017, nombre de démocrates et progressistes européens, partisans sincères de l'intégration future de la Turquie dans l'Union européenne, ont été surpris et choqués des déclarations d'Erdogan.

Avec Alexandre Del Valle

Lorsque le président turc Recep Tayyip Erdogan, l'homme fort de l'AKP (parti de la Justice et du développement, de tendance islamiste-nationaliste) au pouvoir depuis 2002, a violemment accusé l'Allemagne d'Angela Merkel (pourtant plus que conciliante envers lui depuis l'accord sur les réfugiés syriens de 2016) de se comporter comme les « nazis » après que les autorités allemandes aient refusé la tenue de meetings politiques au sein de la communauté turque d'Allemagne dans le cadre de la campagne menée par l'AKP en faveur du référendum constitutionnel destiné à donner les pleins pouvoirs au président turc. De même, lorsque le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlut Cavusoglu, a été interdit de discours aux Pays-Bas puis reconduit à la frontière de ce pays, le 13 mars 2017 alors qu'il venait plaider au sein de la diaspora turque en faveur du "oui" pour le référendum du 16 avril sur l'adoption de la révision constitutionnelle, Erdogan a répondu avec la même violence sur fond de propos anti-occidentaux et ultra-nationalistes en accusant La Hollande d'avoir des « pratiques nazies », « racistes et « islamophobes » et d'être la « capitale du fascisme, ajoutant que les Hollandais "allaient en payer le prix"... De son côté, pour avoir osé s'être montrée solidaire de la Hollande, Angela Merkel s'est vue

---

à nouveau interpellée, accusée de « soutenir les terroristes » (sous-entendu du PKK). On se rappelle qu'en 2012, Erdogan avait accusé Nicolas Sarkozy d'être un « raciste anti-turc » et d'être le fils d'un « tortionnaire légionnaire complice du génocide algérien »...

En habile adepte de la guerre psychologique et fin connaisseur des points faibles de la vieille Europe culpabilisée postcoloniale et post-totalitaire, le président turc Erdogan manie régulièrement - mais de façon toujours plus violente depuis 2012 - l'arme du « point Godwin » ou *reductio ad hitlerum*, qui consiste à nazifier-fasciser son adversaire pour le disqualifier et le désarmer dans le cadre d'un renversement des rôles plus qu'évident. Les accusations de fascisme et nazisme ressemblent pourtant à une accusation miroir de la part de celui qui a scellé depuis 2016 une nouvelle alliance « islamo-fasciste » avec non seulement la droite nationale-conservatrice mais surtout avec le parti d'extrême-droite MHP, branche politique des Loups Gris connus pour leurs idées radicalement antisémites, xénophobes, christianophobes, antikurdes, anti-arméniennes et anti-occidentales.

## **Genèse de la dérive autoritaire et national-islamiste d'Erdogan**

Ceux qui parmi les dirigeants politiques européens ont souhaité jusqu'à peu l'entrée de cette inquiétante Turquie d'Erdogan dans l'Union européenne et feignent de découvrir que le néo-Sultan irascible turc n'est pas le doux « islamo-conservateur-démocrate » que l'on disait mais un dictateur islamo-fasciste en puissance, adepte de la synthèse radicale islamiste-nationaliste et populiste passé maître en dérapages verbaux, ne peuvent invoquer l'effet de surprise. Déjà, en juin 2013, lorsque les violents affrontements opposèrent les forces de l'ordre aux manifestants laïcs et de gauche qui dénonçaient un projet de réaménagement urbain d'Istanbul visant à détruire le beau parc Gezi de la place Taksim pour y construire à la place la copie d'une ancienne « caserne ottomane », l'opposition laïque et progressiste, cible de près de 2000 arrestations, dénonçait la dérive autoritaire du néo-Sultan Erdogan, de plus en plus incapable de supporter la moindre critique et suspecté de poursuivre son « agenda caché islamiste ». Atteint non seulement d'autoritarisme mais aussi de la folie des grandeurs, Erdogan avait inauguré, en octobre 2014, son palais présidentiel impérial sur mesure de 200.000 mètres carrés et 1150 pièces en marbre blanc de style «néo-seljoukide» qui couta 500 millions d'euros. A ce palais démesuré, s'ajoutent d'autres projets néo-impériaux démesurés voulus par Erdogan : la construction d'un troisième aéroport à Istanbul – qui devait s'appeler à terme Recep Tayyip Erdogan (une université et un stade de football portent déjà son nom), puis l'édification de deux nouvelles super-Mosquées à Istanbul, place Taksim et depuis la colline de Camlica - donc visible depuis tout point de la ville - et où Erdogan a annoncé vouloir être enterrée comme jadis les Sultans...

## **Du Cheval de Troie islamiste en Europe à la réforme de la Constitution turque**

Dans ce même mouvement autoritariste néo-ottomane et islamique, Erdogan ne cachait pas son désir de devenir l'équivalent moderne d'un Sultan intouchable, puisqu'il ne cessait de parler de son projet de renforcement des pouvoirs de sa présidence aux termes d'une révision de la Constitution turque, un objectif qui datait lui-même du début des années 2000 et que l'AKP n'a jamais caché dans le cadre d'un processus par étapes de prise de contrôle progressif total du pouvoir dans le cadre d'une stratégie de dékémalisation et de réislamisation-sultanisation de l'Etat turc et de sa direction. Le pédigrée même de l'actuel Président turc - figure centrale de l'islamisme turc depuis les années 1990, fondateur de l'AKP et ex-maire d'Istanbul - qui abhorre – comme tous les islamistes – l'idéologie laïque « impie » de Mustapha Atatürk (fondateur de la Turquie moderne qui abolit le Califat en 1924), témoigne de la réalité d'un projet idéologique et civilisationnel de type « contre-révolutionnaire » inscrit dans l'Adn politique de l'AKP, lui-même dissidence habile de la mouvance islamiste radicale turque issue du Milli Görüs, sorte de Frères musulmans à la turque et maison-mère de tous les partis politiques islamistes du pays depuis des décennies. Initialement, le très populiste mais non moins habile Erdogan n'a cessé de faire croire aux naïfs Européens et Occidentaux dupés par les mots de droits de l'Homme et de démocratie que la révision de la constitution turque, issue d'un pouvoir militaire et kémaliste, n'avait pour but que de s'adapter aux « normes européennes de démocratie ». Les observateurs avisés de la vie politique turque et de la stratégie des partis islamistes modernes savent pourtant pertinemment que l'objectif réel était de faire sauter les derniers verrous de l'édifice laïque-kémaliste qui empêchaient l'AKP de mener à bien son projet de réappropriation civilisationnelle et de contre-révolution néo-ottomane. Il ne faut pas oublier en effet que la Constitution turque visée par Erdogan, forgée par les militaires en 1982, interdisait les partis islamiques et garantissait la laïcité de la Justice et de l'Etat et avait été invoquée par les militaires et le Conseil National de Sécurité en 1997 lorsque le gouvernement de Necmetin Erbakan, leader du parti islamiste Fazilet, avait été renversé puis Erdogan, alors maire déjà populaire d'Istanbul, mis en prison pour « incitation à la haine religieuse »...

Comme les révolutionnaires islamistes issus des frères musulmans qui veulent rétablir progressivement la charià au nom de la démocratie, l'AKP s'est donc dans un premier temps habilement réclaté, depuis 2002, des principes démocratiques de l'Union européenne et de l'Occident pour justifier le démantèlement du kémalisme-militaire. Une seconde étape dans ce processus a consisté, une fois le MGK (contrôlé par l'armée) spolié de ses prérogatives politiques au nom d'un « paquet de réformes » démocratiques de l'UE, à s'attaquer au cœur de l'Etat-profond kémaliste et à mettre au pas l'armée elle-même et ses officiers laïques, au prétexte (déjà !) de contrer des projets de coups d'Etat kémalistes. L'estocade quasi finale au vieux modèle militaro-kémaliste fut ainsi portée par l'AKP non pas durant l'été 2016 face au coup d'Etat avorté de juillet mais dès 2008, avec la condamnation et l'incarcération de militaires anti-islamistes, de journalistes, et de militants nationalistes-laïques accusés d'appartenir à un groupuscule occulte ourdissant un « complot » visant à renverser l'AKP (« complot Ernegekon »). Ironie de l'histoire, ces militaires condamnés par des tribunaux turcs repris en main par les islamistes, sont ceux-là mêmes qui avaient emprisonné M. Erdogan en 1997... Pour simplifier, le groupuscule Ergenekon - visé par une première méga purge et des procès fleuves et censé regrouper des ultra-nationalistes, des anciens officiers anti-islamistes rêvant de Putsch militaire, des kémalistes partisans de « l'Etat profond », hostiles à Erdogan et des intellectuels/journalistes laïques, était accusé d'avoir tenté, en 2003, un coup d'Etat contre le pouvoir AKP. Depuis la mise à jour du réseau en 2007 dans le cadre d'un coup de filet anti-terroriste, la justice turque fit arrêter dans un procès interminable des dizaines de militaires, d'universitaires et de journalistes. Nombre de journalistes furent ainsi emprisonnés sans acte d'accusation pendant les 750 jours du procès Ergenekon. Concernant l'Internet, Facebook ou Twitter, très largement utilisés en Turquie, le gouvernement d'Ankara avait déjà été pointé du doigt par la Cour européenne des droits de l'Homme et la Commission européenne qui constatent des

violations flagrantes de la liberté d'expression et de diffusion, la Turquie étant devenue l'un des pays les plus restrictifs au monde. Aujourd'hui, la Turquie est avec l'Inde et le Pakistan et la Chine l'un des pays les plus concernés par la censure. La justice turque bloque ainsi régulièrement des sites internet jugés « offensant pour l'islam » (comme notamment les caricatures de Mahomet publiées par Charlie Hebdo après l'attentat du 7 janvier 2015 en France). De la manière, et toujours au nom de la défense de l'islam, le pianiste turc de renom Fazil Say fut condamné en 2013 à dix mois de prison avec sursis pour "atteinte aux valeurs religieuses" pour avoir publié une série de tweets jugés insultants envers l'islam. Durant ces mêmes années 2000-2010, une autre façon de mettre au pas ou à genoux ses opposants, notamment les holdings économiques possédant des groupes de presse d'opposition passe, par la « taxe subjective » que le ministère des Finances impose aux protagonistes économiques opposés au gouvernement. On peut citer par exemple la désormais célèbre affaire du groupe de presse Dogan, qui a été condamné à une amende de plus de 3 milliards \$ en septembre 2009. Le groupe a pourtant gagné tous ses procès contre le gouvernement devant le Conseil d'État (Danistay), mais il a été mis à genoux et il a dû rentrer depuis dans le rang et contrôler la virulence des papiers politiques anti-islamistes de ses journalistes jadis réputés très laïques, afin de survivre.

## **La lutte impitoyable contre le courant « islamiste modéré » des Fetullaci**

La dérive absolutiste d'Erdogan n'a pas épargné certains courants de l'islam politique turc plus « modéré », notamment le très puissante confrérie des Gülen ou fetullaci, forte de plusieurs millions de sympathisants à travers le monde, qui a comme figure titulaire Fethullah Gülen, un imam islamiste-mystique exilé aux Etats-Unis depuis 1999 afin d'échapper aux poursuites de la justice turque pour activités anti-laïques (charges dont il a été acquitté en 2008). Gülen est à la tête d'un très puissant réseau d'écoles qui diffusent l'islam et la culture turque dans de nombreux pays et qui est soutenu par le puissant réseau médiatique lié au quotidien Zaman. La spécificité de Gülen est qu'il prône la réconciliation entre la foi islamique, le capitalisme, le libéralisme et la démocratie. Malgré ses démentis, la confrérie, officiellement apolitique, est accusée d'infiltrer l'administration, la politique, la police et l'appareil judiciaire, et c'est elle qui a été accusée d'avoir perpétré le coup d'Etat avorté de juillet 2015. Lors de sa réélection en 2011, Erdogan avait reçu son appui, l'alliance des Fetullaci et de l'AKP reposant sur une opposition commune à l'armée et à l'Etat profond turc kémaliste. Mais lorsqu'ont éclaté les manifestations du printemps turc en 2013, la confrérie a publiquement désapprouvé la répression orchestrée par le gouvernement Erdogan. Alliée de l'AKP dès son arrivée au pouvoir en 2002, la confrérie a alors dénoncé la dérive autoritaire du pouvoir. En fait, la confrérie est rentrée en guerre contre Erdogan après la suppression des « dersane », les établissements de soutien scolaire privés dont le mouvement tire une grande part de ses revenus. En « représailles » elle a déclenché le 17 décembre, un vaste coup de filet anticorruption à l'instigation du procureur d'Istanbul, Zekeriya Öz, réputé lui-même très proche des « gülenistes ». 56 personnes ont été placées en garde à vue, parmi lesquelles les fils de trois ministres proches d'Erdogan, le maire (AKP) du quartier Fatih à Istanbul, des bureaucrates de premier plan et des hommes d'affaires liés au secteur de la construction et de la promotion immobilière. 23 personnes ont été inculpées et placées en détention préventive. Un volet important de l'enquête concernait des ventes illégales d'or de Turquie vers l'Iran, en violation de l'embargo international. On apprit alors qu'un homme d'affaires iranien, Reza Zarrab, aurait maquillé des transactions financières liées à ces ventes grâce à la banque publique turque Halk Bank. Zarrab aurait aussi maqué des facilités auprès des fils de deux ministres démissionnaires (le ministre de l'intérieur, Muammer Güler, et celui chargé de l'économie, Zafer Caglayan). L'affaire, qualifiée de « plus gros scandale de l'histoire de la Turquie », a abouti le 25 décembre 2013 à la démission de plusieurs ministres. Erdogan dénonça « un complot » tourné contre sa personne, ceci dans un contexte brûlant de campagne électorale pour les élections municipales et présidentielle de 2014. Dans sa contre-offensive, le gouvernement Erdogan a accusé les membres de la confrérie Gülen infiltrés dans l'Administration d'avoir mis sur écoute plus de 2 000 personnes depuis 2011, dont Erdogan, des ministres, leurs conseillers, le chef des services secrets (MIT), Hakan Fidan, des élus de l'opposition et de la majorité, et des journalistes. Le gouvernement AKP a fait disparaître les preuves des révélations compromettantes et a lancé une vaste purge des appareils policier et judiciaire, accusés d'abriter « un Etat dans l'Etat » «ou « Etat profond) (Derin Devlet) piloté en secret par la confrérie Gülen.

C'est dans ce contexte de lutte entre islamistes et kémalistes doublée d'une lutte interne à l'AKP opposant les Gülenistes et les partisans d'Erdogan qu'il faut replacer les événements de juillet 2016 et le coup d'Etat avorté contre Erdogan attribué à la faction de l'armée issue de la mouvance güleniste. Et c'est en « réaction » à ce coup d'Etat fort opportun pour Erdogan qu'il faut resituer les incroyables et très nombreuses purges de fonctionnaires et condamnations/incarcérations de militaires, journalistes, intellectuels, etc suspects de proximité avec l'organisation de Fetullah Gülen. Comme lors de l'affaire du « complot » Ergenekon », le coup d'Etat du 15 juillet » sera un nouveau prétexte tombé à point nommé pour Erdogan dans sa stratégie d'avancée et d'auto-légitimation vers le pouvoir suprême qui passe nécessairement par l'élimination de tous les opposants et empêcheurs de tourner en rond susceptibles de bloquer l'ascension du Nouveau Sultan/Calife turc. Et il est clair que cette tentative de coup d'Etat quasi providentielle va devenir une formidable occasion de justifier la mutation définitive de la Turquie kémaliste laïque et démocratique en une « démocratie » national-islamiste et néo-impériale ottomane.

## **Le referendum du 16 avril et le « changement de civilisation : réislamisation et réorientation**

Fort de sa légitimité de victime d'un coup d'Etat appuyée selon lui par les ennemis occidentaux et les « traîtres » intérieurs, Erdogan envisage une profonde révision constitutionnelle visant à renforcer ses pouvoirs. « Si Dieu le veut, la Turquie entrera dans une nouvelle ère » après le scrutin, n'ont cessé de déclarer ces derniers jours le Premier Ministre Yildirim et Erdogan. Il s'agit en effet d'une nouvelle ère, car si cette révision est acceptée, elle fera d'Erdogan un « Atatürk à l'envers », elle parachèvera la « contre-révolution islamiste néo-ottomane » et tournera définitivement la page de la Turquie laïque-kémaliste et pro-occidentale voulue par Atatürk pour recréer a contrario une Turquie néo-ottomane réorientalisée, désoccidentalisée et réislamisée. Elle scellera l'avènement d'une « hyperprésidence », une concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme, à un niveau jamais vu. 18 amendements prévoient en effet le basculement de l'exécutif entre les mains du président, sans contre-pouvoir. Si le oui l'emporte, M. Erdogan pourra gouverner par décrets, décider du budget, déclarer l'état d'urgence, abolir le Parlement, nommer les hauts fonctionnaires, le ou les vice-président(s), les juges, tout en conservant la direction du Parti de la justice et du développement (AKP). Par cette révision

---

constitutionnelle qui est l'objectif personnel réel, jadis caché et maintenant officiel d'Erdogan depuis le début de son entrée en scène, il s'agit en fait de mettre fin définitivement au système démocratique et parlementaire en place au profit d'un régime ultra-présidentialiste, d'une démocrature « national-islamiste » dénuée de tout contre-pouvoir qui fait rentrer ce pays dans la catégorie des autocraties. D'évidence, la soif de pouvoir personnel de celui qui veut devenir le plus grand homme politique turc après les grands sultans-califes ottomans et Atatürk est la vraie motivation de cet animal politique hors pair qui a remporté toutes les victoires face à ses adversaires depuis 2002. Et bien que son « adn idéologique » islamo-fasciste soit connu depuis toujours ; bien que ce pays joue un jeu plus que trouble avec les organisations islamistes en Syrie ou ailleurs, puis bien que plus personne ne nie plus que la Turquie d'Erdogan a déjà rompu de facto avec l'UE et l'Occident (ceci sans oublier les graves menaces verbales ou militaires envers des pays membres de l'Union :Autriche, Allemagne, Hollande, Chypre, Grèce et la négation du génocide arménien), les eurocrates de Bruxelles et la majorité des chancelleries occidentales n'ont toujours pas tiré la leçons qui s'impose. Celle-ci est pourtant claire : dire clairement à la Turquie que l'UE n'est pas faite pour elle, et signifier clairement aux électeurs européens inquiets des menaces turques que la folle idée d'intégrer la Turquie à l'UE- appuyée en 2004 par la Grande Bretagne et les Etats Unis pour affaiblir l'Europe- n'est plus d'actualité et doit donc être désormais enterrée une fois pour toutes, la franchise valant bien mieux qu'une fausse promesse à laquelle personne n'a jamais cru réellement...